

Les droits voisins et le partage de la valeur dans l'espace numérique informationnel

L'émergence d'Internet et notamment du web 2.0, c'est-à-dire des services de communication interpersonnelle, a bouleversé l'espace informationnel et notre rapport à l'information. Cette déstabilisation a eu pour conséquence de fragiliser le monde des médias, et ce en plusieurs actes. Le premier peut se caractériser par l'émergence des agrégateurs numériques, surtout connus sous le nom de moteurs de recherche. Pendant près d'une décennie, les litiges opposant Google, le moteur de recherche le plus utilisé dans le monde, et les éditeurs se sont multipliés à travers le monde jusqu'à parvenir à une solution, celle des droits voisins. Pourtant, depuis la mise en place de ce régime juridique les conflits n'ont pas cessé et reposent désormais sur des enjeux de mise en œuvre du dispositif juridique. De plus, l'essor des intelligences artificielles a ravivé les tensions en constituant un deuxième acte de fragilisation du monde des médias. Alors que les conflits avec Google perdurent, les éditeurs doivent désormais composer avec des nouveaux acteurs qui intensifient les questions autour de la répartition de la valeur dans un espace informationnel en permanente évolution.

I. Le droit voisin comme remède aux défis de répartition de la valeur

1. Le droit voisin comme dispositif naturel aux enjeux de répartition de la valeur

A. La répartition de la valeur comme origine de la création des droits voisins

Le droit d'auteur et les droits voisins définissent les conditions dans lesquelles les auteurs ou leurs ayants droit peuvent décider de l'utilisation de leurs œuvres. Les droits voisins ont vu le jour pour rééquilibrer les rapports de rémunération entre les auteurs des œuvres, qui détiennent un droit d'auteur sur elles, et tous ceux participant à la faire vivre comme les artistes-interprètes ou les comédiens. Avant sa consécration, ces derniers ne percevaient aucune rémunération sur l'œuvre qu'ils interprétaient et seuls les auteurs étaient rémunérés lors de la diffusion. Plus généralement, les interprètes ne détenaient aucune protection juridique quant à l'exploitation de leur interprétation. Pour rendre la situation plus équitable pour les artistes, la loi Lang de 1985¹ a conféré des droits patrimoniaux et moraux aux interprètes, appelés droits voisins, assez similaires aux prérogatives issues du droit d'auteur. Cette nouvelle loi a alors permis d'intégrer les artistes-interprètes dans la chaîne de valeur des créations culturelles en leur donnant la capacité de négocier une rémunération en contrepartie de leur autorisation à l'utilisation de leurs prestations.

¹ Loi n° 85-660 du 3 juillet 1985 relative aux droits d'auteur et aux droits des artistes-interprètes, des producteurs de phonogrammes et de vidéogrammes et des entreprises de communication audiovisuelle

B. Une situation de dépendance interpellant sur la nécessité d'étendre les droits voisins au monde de la presse

La reconnaissance du droit voisin des éditeurs et des agences de médias a été issue d'une longue bataille entre les plateformes et ces acteurs. Cette solution est alors apparue comme le moyen le plus simple pour demander aux plateformes une forme de rétribution. Toutefois, l'application de ce régime s'est révélée complexe, autant dans sa consécration que dans sa mise en œuvre, et continue à entraîner de longs litiges.

Les moteurs de recherche ont joué un rôle crucial dans le bouleversement de l'espace informationnel, et en particulier celui de Google, qui détient une part de marché de plus de 90%. Les moteurs de recherche sont en effet devenus des points d'accès cruciaux des citoyens à l'actualité et aux articles de presse². De surcroît, entre 47%³ et 62%⁴ des français s'informent via les réseaux sociaux quotidiennement. Plus globalement, le numérique étant entré dans le quotidien de la population, le secteur des médias a dû adapter son modèle économique : sous forme d'abonnement ou de publicité en ligne. Or, l'omniprésence des plateformes dans les pratiques des utilisateurs fragilisent le secteur puisqu'elles obligent les médias à poursuivre une activité en ligne sur les services des plateformes, créant une dépendance à leurs services. **Les algorithmes sont alors au cœur de la problématique, puisqu'ils peuvent déterminer la mise en visibilité ou non des contenus médiatiques, et donc des revenus qu'ils génèrent, or les éditeurs n'ont aucune maîtrise ou même connaissance de leur fonctionnement.** C'est ce qui a été par ailleurs mis en lumière lors de la modification de l'algorithme de recommandation de Facebook pour privilégier les messages publiés par les familles et les amis après les controverses liées aux campagnes de désinformation lors des élections américaines de 2016, qui a provoqué une chute du trafic généré vers les sites d'information⁵. Selon les chiffres de Reuters, la fréquentation des sites de médias en provenance de Facebook a chuté de 35% sur un an au mois de juillet et de 74% par rapport à 2020. **sur le marché de la publicité en ligne et accaparent l'essentiel des recettes publicitaires en ligne au détriment des éditeurs en reprenant une partie des contenus journalistiques dans leurs pages de résultats ou fils d'actualité.**

Cette situation de dépendance a entraîné le développement d'un marché de l'information en ligne caractérisé par une relation déséquilibrée entre les grandes plateformes en ligne et les éditeurs qui se joue à deux niveaux : les plateformes accaparent la majeure partie des recettes publicitaires en ligne et entretiennent une dépendance à leurs services sur le marché de la publicité en ligne. Les services d'intermédiation publicitaire proposés notamment par le leader du marché Google, tels que Google Ad Manager et Google Analytics, sont des outils indispensables pour toute activité en ligne des éditeurs. Ces bouleversements ont rendu les modèles économiques des éditeurs peu adaptés pour survivre et exposés à l'arbitraire des plateformes dans leurs modifications algorithmiques et politiques publicitaires. C'est pourquoi, beaucoup ont invoqué la nécessité de consacrer un droit voisin aux éditeurs pour qu'ils puissent revendiquer une rémunération dans l'utilisation des contenus de presse par les plateformes.

² Autorité de régulation de la communication audiovisuelle et numérique, Étude sur le rapport des Français à l'information, 14 mars 2024

³ *Ibid.*

⁴ GAULT Guénaëlle, MEDIONI David, [Les Français et la fatigue informationnelle](#), L'ObSoCo, Fondation Jean-Jaurès, ARTE, juin 2022

⁵ BERTEAU Alexandre, [Comment les médias ont été affectés par le nouvel algorithme de Facebook](#), Le Monde, 28 septembre 2018

2. Une difficile extension des droits voisins aux éditeurs

A. La création du régime des droits voisins des éditeurs

La directive sur le droit d'auteur de 2019⁶ a créé un nouveau droit voisin au profit des éditeurs et agences de presse en son article 15. Sensible aux revendications des acteurs des médias et soucieuse de trouver un mécanisme de répartition de la rémunération au sein de la chaîne de valeur de l'information en ligne, l'Union européenne a étendu le régime des droits voisins aux éditeurs de presse. Cette directive a alors comme objectif explicite de rééquilibrer le rapport économique entre les médias et les plateformes numériques, en permettant aux éditeurs de bénéficier d'une partie des revenus générés par les plateformes.

Selon la directive « *les éditeurs de publications de presse n'étant pas reconnus comme des titulaires de droits, l'octroi de licences de droits et le respect de ces droits dans les publications de presse en ce qui concerne les utilisations en ligne par des prestataires de services de la société de l'information dans l'environnement numérique sont souvent complexes et inefficients. [...] Il est donc nécessaire d'assurer au niveau de l'Union une protection juridique harmonisée des publications de presse en ce qui concerne les utilisations en ligne par des prestataires de services de la société de l'information, sans porter atteinte aux règles existantes du droit de l'Union en matière de droit d'auteur applicables aux utilisations privées ou non commerciales des publications de presse par des utilisateurs individuels, y compris lorsque ces utilisateurs partagent des publications de presse en ligne* ». ⁷

La France a ensuite été le premier État membre à transposer cette directive dans son ordre juridique, via la loi du 24 juillet 2019 tendant à créer un droit voisin au profit des agences de presse et des éditeurs de presse. Cette loi organise alors la protection juridique et la rémunération dont devront s'acquitter les plateformes numériques pour l'utilisation des contenus de presse. Cette loi fixe à 5 ans les droits patrimoniaux détenus par les éditeurs et agences de presse sur leurs productions. Il est prévu que le montant de la rémunération doit être fixé dans des conditions déterminées par accords d'entreprise ou par accord collectif. La loi ajoute aussi deux exceptions au droit voisin en plus des exceptions classiques de l'article L.211-3 du Code de la propriété intellectuelle, concernant les actes d'hyperliens et l'utilisation de courts extraits ou de mots isolés d'une publication de presse, à condition que ceux-ci ne soient pas organisés de façon à dispenser le lecteur de consulter l'intégralité de la publication. Un décret viendra par la suite compléter ce dispositif en précisant les contours de l'exception par la fouille de données et de texte⁸.

Si cette loi a été rapidement adoptée après la directive sur le droit d'auteur, elle n'a été suivie que par de rares accords et la mise en œuvre de ses dispositions ont fait l'objet de nombreuses contestations par les plateformes.

B. Une mise en œuvre des droits voisins contestée et fragilisée

En posant un cadre de négociation, la promulgation de la loi a lancé les discussions entre les éditeurs et les plateformes mais n'a pas pour autant marqué la fin des conflits. Il aura fallu deux ans pour trouver un premier accord avec Facebook⁹ et trois pour trouver un terrain d'entente avec Google¹⁰. Dans ce sillon, des nouveaux services ont alors vu le jour, tels que Google Actualités ou Facebook News. Ces onglets consacrés aux contenus des médias permettent aux utilisateurs d'accéder à de l'information fiable et diversifiée et aux médias de diffuser leurs contenus sur la base d'une rémunération préalablement calculée. La plateforme X (ex Twitter) refuse de négocier avec les éditeurs

⁶ Directive (UE) 2019/790 du Parlement européen et du Conseil du 17 avril 2019 sur le droit d'auteur et les droits voisins dans le marché unique numérique et modifiant les directives 96/9/CE et 2001/29/CE

⁷ Considérants 54 et 55 de la directive 2019/790

⁸ Décret n° 2022-928 du 23 juin 2022 portant modification du code de la propriété intellectuelle et complétant la transposition de la directive 2019/790 du Parlement européen et du Conseil du 17 avril 2019 sur le droit d'auteur et les droits voisins dans le marché unique numérique et modifiant les directives 96/9/CE et 2001/29/CE

⁹ BENEDETTI VALENTINI Fabio, *Droits voisins : la presse parvient à un accord avec Facebook*, *Les Échos*, 21 octobre 2021

¹⁰ COHEN Claudia, *Droits voisins : Google signe avec la presse d'information*, *Le Figaro*, 3 mars 2022.

qui l'ont assigné en justice pour obtenir l'application des droit voisins après échec d'une médiation. **Par une décision du 24 mai, le tribunal judiciaire de Paris ordonne à X de fournir une série de données commerciales permettant d'évaluer les revenus qu'il tire des contenus de presse.** Entre autres, le réseau social doit communiquer le nombre de vues et le taux de clics sur leurs publications, le nombre de moyens d'engagements (retweets, citations, réponses, j'aime, partages...), ainsi que « les revenus publicitaires générés en France sur X » en lien avec ces publications, selon le jugement.

Le cas de Google : un long bras de fer

Après l'entrée en vigueur de la loi, Google affichait une ferme opposition à la mise en œuvre des droits voisins et a déclaré qu'elle n'afficherait plus d'extraits d'articles et vignettes (les « snippets ») dans les résultats de son moteur de recherche ainsi que dans son service Google Actualités, sauf si les éditeurs l'autorisent à le faire gratuitement. En parallèle, les négociations entre l'entreprise et les éditeurs n'étaient pas fructueuses, les derniers reprochant à Google de leur imposer des services inéquitables et de refuser toute discussion relative à la rémunération due au titre des droits voisins. En réaction, les éditeurs de presses ont alors saisi l'Autorité de la concurrence pour contester le cadre de négociation imposé par Google qu'ils considéraient comme anticoncurrentiel. L'Autorité a ouvert une enquête afin de déterminer s'il s'agissait de pratiques anticoncurrentielles, et a alors enjoint Google en 2020 de négocier avec les éditeurs. En 2021, elle a ensuite été amenée à sanctionner Google à hauteur de 500 millions d'euros pour ne pas avoir mené des négociations de bonne foi. Ce n'est qu'en 2022 que l'Autorité a considéré que le cadre de négociation et les engagements proposés par Google répondaient enfin aux exigences de transparence de la rémunération prévues par la loi de 2019. Après cela, et sur la base de ces négociations Google a conclu plusieurs accords-cadres avec des éditeurs. Toutefois, en mars 2024, l'Autorité a sanctionné Google à une amende de 250 millions d'euros pour ne pas avoir respecté quatre de ses sept engagements pris en 2022, dont l'objectif était notamment de conduire des négociations de bonne foi et de transmettre aux éditeurs les informations nécessaires à l'évaluation transparente de leur rémunération au titre des droits voisins.

Toutes ces circonstances mettent en lumière les limites de la loi. Bien qu'elle établisse le principe de la rémunération des éditeurs sur l'utilisation de leurs contenus, elle ne délimite pas le cadre des négociations dont le succès repose toujours sur des échanges individuels. Elle ne prévoit aucun mécanisme en cas d'échec des négociations et ne prévient pas les risques de déréférencement des contenus médiatiques, qui est une menace pour l'accès à l'information. Les éditeurs de presse considèrent que les rapports de forces demeurent à la faveur des plateformes, les empêchant de négocier dans des conditions équitables, aboutissant à des accords sur des montants jugés inférieurs à la valeur réelle générée en ligne par leurs contenus. **Le GESTE interpelle d'ailleurs sur l'impossibilité que les éditeurs de presse ont à procéder à leur propre évaluation des droits à licencier, et sur une absence de transparence sur les paramètres qu'utilise Google, rendant impossible la connaissance de la valeur globale générée par les contenus des éditeurs¹¹.** Malgré tout, ce régime a permis aux éditeurs de trouver une source de rémunération dans la rediffusion numérique de leurs contenus, devenant l'un des canaux de rediffusion le plus rémunérateur à côté de la rediffusion papier et de la copie privée, s'élevant en 2023 à 28 millions d'euros sur les 33 millions de redevances des droits perçus pour la rediffusion des contenus d'information¹².

Cette difficulté de mise en œuvre des droits voisins des éditeurs de presse a par ailleurs conduit des députés à déposer une proposition de loi pour renforcer leur effectivité le 13 février 2024. *« Pourtant, trois années pleines après l'entrée en vigueur du texte, le bilan de mise en application de celui-ci est contrasté. Les entreprises du numérique ne jouent pas le jeu de la négociation. Les éditeurs et agences de presse sont contraints de les poursuivre en justice pour tenter d'obtenir une quelconque discussion. Si cette judiciarisation de la procédure a pu fonctionner, elle reste trop longue et incertaine pour permettre l'effectivité du droit. La seule entreprise véritablement sanctionnée n'a d'ailleurs pu l'être*

¹¹ Le GESTE, Etat des lieux de la mise en œuvre des droits voisins des éditeurs et des agences de presse et pistes de solutions, *Contribution aux EGI*, 2024

¹² Centre français d'exploitation du droit de copie, Droits d'auteur et droit voisin de la presse : un relais de croissance indispensable, *Contribution aux EGI*, 2024

que par sa situation de position dominante sur son marché. »¹³. Les parlementaires proposent une liste d'éléments que les plateformes devraient communiquer aux éditeurs ainsi qu'une procédure de médiation en cas d'échec des négociations.

C. La diversité des cadres instaurés par les États

Cette question des droits voisins appliqués aux éditeurs de presse n'est pas un sujet cantonné à l'Europe. Elle a été également au cœur de nombreuses crispations à travers le monde, poussant certains États à adopter des réponses variées.

i. Royaume-Uni : la non reconnaissance des droits voisins

Au Royaume Uni, l'adoption de la directive sur le droit d'auteur a été conclue peu de temps avant la prise d'effet du Brexit ; la question était alors de savoir si le pays allait ou non appliquer ce nouveau régime. Le choix a alors été celui **du rejet de l'intégration de cette directive dans l'ordre juridique britannique, qui refuse notamment d'attribuer un droit voisin aux éditeurs de presse**. En 2019, Facebook avait lancé son service Facebook News au Royaume-Uni pour rémunérer les éditeurs britanniques. Toutefois, l'entreprise a annoncé en 2023 le retrait de ce service sur ses principaux marchés européens, dont font partis le Royaume-Unis, la France et l'Allemagne.

ii. Canada : une situation de blocage

La situation au Canada est marquée par une actualité inquiétante pour l'accès des canadiens à l'information. En juin 2023, la loi sur les nouvelles en ligne (Loi C-18) a été votée pour adapter les systèmes économiques des médias aux nouvelles pratiques numériques et forcer les plateformes à négocier la rémunération des éditeurs de presse. Cette loi ne repose alors pas sur le droit voisin, mais sur un mécanisme de compensation financière à négocier entre les plateformes et les éditeurs.

Après son adoption, Google et Meta ont protesté et pris la décision de ne plus diffuser les articles de presse sur leurs services. Meta a souligné dans un billet de blog que « *les actualités représentent moins de 3% de ce que les gens voient dans leur fil* » et annonce vouloir s'éloigner des contenus d'actualité dans son réseau social Facebook. « *Nous savons que les gens ne viennent pas sur Facebook pour les nouvelles et le contenu politique ; ils viennent pour se connecter avec des gens et découvrir de nouvelles opportunités, passions et intérêts* »¹⁴. Le gouvernement du Canada et les plateformes ont alors engagé de longues négociations débloquer la situation. Le ministère canadien du Patrimoine estimait qu'en 2022, les revenus publicitaires en lignes avaient engrangé au Canada 9,7 milliards de dollars, dont 80 % était accaparé par Meta et Facebook¹⁵. Les médias canadiens, eux, ont vu leurs revenus chuter ces dernières années, et 450 médias ont dû fermer leurs portes depuis 2008, dont 60 ces trois dernières années, d'après communiqué de presse du gouvernement canadien¹⁶.

iii. L'exemple australien : un modèle à suivre ?

Le modèle australien est régulièrement pris en exemple pour son efficacité. En 2021, l'Australie a adopté une loi (*The News Media Bargaining Code*) obligeant les plateformes à offrir une compensation financière aux éditeurs de presse dont elles diffusent les contenus. **La particularité de ce modèle est qu'il est fondé sur un système de négociation de gré à gré, laissant une importante marge de manœuvre aux plateformes qui fixent le montant des compensations et choisissent les médias avec lesquelles elles traitent**. La loi comprend également des exigences de notification en cas de modification des algorithmes ou pratiques internes qui auraient un effet potentiellement important sur le classement des recherches. En cas d'infraction ou de négociation de mauvaise foi, la loi prévoit de lourdes amendes mais aussi une commission d'arbitrage chargée de trancher en cas d'échec des

¹³ Proposition de loi visant à renforcer l'effectivité des droits voisins de la presse, n° 2169 , déposé(e) le 13 février 2024

¹⁴ Meta, [An Update on Facebook News in Europe](#), *Meta Newsroom*, 5 septembre 2023

¹⁵ Patrimoine canadien, [Le gouvernement présente un projet de loi visant à garantir une rémunération équitable aux médias d'information et la viabilité des nouvelles locales](#), *Communiqué de presse*, 5 avril 2022

¹⁶ *Ibid*

négociations et qui rendra un avis obligatoire. **Ce mécanisme de médiation est présenté comme la source du succès du modèle australien, inspirant notamment le dispositif des parlementaires français dans leur proposition de loi de 2024.** Dans le cadre de la procédure d'arbitrage, les parties soumettent des offres de rémunération, ce qui encourage ainsi la négociation de bonne foi, les parties étant incitées à faire des compromis afin que leur offre soit considérée comme plus raisonnable que celle de l'autre partie et éviter le recours à la médiation. En dernier recours, la loi prévoit d'imposer des règles de rémunération automatiques. En réaction à cette loi, Google et Facebook ont menacé de retirer leurs services d'Australie et Facebook a bloqué toutes les publications de liens vers des contenus d'actualité en février 2021. Cette décision a eu un impact considérable car les australiens se sont retrouvés privés d'information en pleine pandémie et lors des feux de forêts de 2023. Un accord a finalement été trouvé pour revenir sur cette décision mais n'a malheureusement pas duré.

Si la loi australienne a souvent été présentée comme un modèle, sa viabilité est parfois mise à mal. **Certains déplorent quelle n'apporte une solution qu'au niveau individuel, avec une variabilité de la rémunération en fonction de la force de négociation des éditeurs.** *« Elle renforce également une tendance à des ententes croisées et renforcées entre les fractions dominantes de chaque catégorie d'acteurs — quelques groupes médiatiques en position de force « pactisent » avec une plateforme monopolistique —, au détriment d'une multitude d'acteurs qui sont à l'origine d'une offre d'information véritablement pluraliste »*¹⁷. **Cette situation emporte alors le risque de renforcer la concentration des médias et laisser peu de place à l'intérêt public**¹⁸, et donc de ne pas apporter de solution satisfaisante pour redresser le pluralisme des médias.

Une récente actualité relativise également l'efficacité du modèle australien. En mars 2024, Meta a annoncé la disparition de son onglet actualité en Australie et aux États-Unis¹⁹. Cet espace dédié qui permettait d'avoir un fil composé uniquement d'articles de presse, avait déjà été retiré en 2023 en France, en Allemagne et au Royaume-Uni. Ce service était pourtant issu des accords commerciaux conclus avec le monde de la presse pour leur rémunération. Meta proposait ainsi aux utilisateurs un fil d'actualité avec une diversité de sources sélectionnées par une équipe de journalistes, notamment Media Services une filiale de l'AFP en France. En contrepartie, les éditeurs percevaient une rémunération pour l'utilisation de leurs contenus et d'un espace dédié pouvant dynamiser le trafic sur leurs sites internet et par ricochet augmenter leurs revenus publicitaires. En réaction à cette annonce, qui porte un haut risque sur la rémunération de la presse, le gouvernement australien envisage de porter l'affaire en justice.

II. Les IA génératives comme nouvel enjeu du partage de la valeur

1. La question de l'applicabilité du droit d'auteur aux IA

La démocratisation des IA génératives en 2022 a suscité une forte réaction de la part du monde de la presse et des médias, soulevant des préoccupations quant au respect des droits d'auteur. Ces IA génératives s'alimentent en récoltant des données par *web crawling*, dont certaines peuvent inclure des contenus protégés par le droit d'auteur, notamment les contenus médiatiques qui bénéficient des droits voisins du droit d'auteur. L'un des principaux problèmes réside dans l'opacité des bases d'entraînement utilisées et le caractère largement méconnu de leur contenu. Les éditeurs déplorent le manque de transparence concernant l'utilisation des contenus alimentant les modèles des IA génératives. Il est donc difficile de déterminer si ces bases de données n'ont pas été alimentées par des contenus collectés illégalement, en contournant les droits voisins. De même, les contenus médiatiques sont également utilisés dans les réponses apportées aux utilisateurs : en fonction de la requête, l'outil peut aller piocher sur les sites de médias pour enrichir son modèle de langage et apporter une réponse plus étayée. En tant que telle, l'utilisation de contenus protégés par le droit d'auteur n'est

¹⁷ SMYRNAIOS Nikos, REBILLARD Franck, [En France comme en Australie, l'information à l'épreuve de sa plateformes](#), *La revue des médias*, INA, 24 février 2021

¹⁸ Radio France, [Australie : les GAFA passent à la caisse](#), *Cultures Monde*, 23 février 2022

¹⁹ Meta, [An Update on Facebook News](#), *Meta Newsroom*, 29 février 2024

pas illégale mais elle est soumise au respect d'un cadre juridique qui se révèle fragile face au contexte des IA génératives.

Pour bien comprendre les conflits actuels, il est important de saisir comment le droit d'auteur s'applique aujourd'hui aux IA génératives. En effet, les intelligences artificielles génératives emportent des enjeux de droit d'auteur sous deux aspects :

- Sur les contenus qu'elles génèrent : quelle protection bénéficient-elles et au bénéfice de qui ?
- Sur les contenus utilisés pour leur entraînement : comment les droits des auteurs des productions utilisées sont-ils respectés ? Comment en tirer une juste rémunération ?

A. La protection des contenus générés par les IA génératives

La question de l'application du droit d'auteur aux contenus générés par les IA soulève des enjeux juridiques, éthiques, voire philosophiques. Principalement, elle interroge la définition de l'auteur, et donc le rôle de l'IA dans le processus créatif. Les IA génératives brouillent tendancieusement les frontières entre l'humain et l'outil technologique dans la création d'une œuvre et rend difficile la distinction entre les créations assistées par une IA et celles générées de manière autonome par une IA. Ces problématiques ne seront pas développées ici, car emportent peu de conséquences directes sur les enjeux de répartition de la chaîne de valeur. À ce sujet, le Conseil Supérieur de la Propriété Littéraire et Artistique a publié un rapport sur les enjeux économique et juridique de la création artistique par les intelligences artificielles²⁰.

B. La protection des contenus utilisés dans les bases d'entraînement des IA génératives

Ce sujet soulève des enjeux similaires à ceux rencontrés par les éditeurs face aux plateformes numériques. Bien que les questions ne soient pas tout à fait les mêmes, la juste répartition de la valeur entre les acteurs de l'IA et les éditeurs de presse se retrouve au cœur des préoccupations.

L'alimentation des bases d'entraînement des IA génératives peut entraîner des violations potentielles des droits d'auteur et des droits voisins, du fait de l'utilisation éventuelle de données sans l'autorisation des détenteurs des droits. Mais l'exploitation de données protégées par le droit d'auteur n'est pas en tant que telle illégale. Il existe un dispositif juridique prévu par la directive sur le droit d'auteur qui met en place deux exceptions au droit d'auteur sans accord préalable. Il s'agit de la fouille de textes et de données (ou *text and data mining*), prévue aux articles 3 et 4 de la directive, qui confère la faculté pour les créateurs d'outils d'IA de puiser dans les données des tiers afin d'améliorer leurs résultats. Cette exception a été consacrée en droit français par la loi de 2021 et dont les modalités ont été précisées par le décret n° 2022-928 du 23 juin 2022. Ainsi, ces opérations de fouille de textes et de données peuvent être réalisées dans deux cas :

- Aux fins de la recherche scientifique : cette exception obligatoire est conditionnée à un accès licite aux données mais à laquelle les titulaires de droits ne peuvent pas s'opposer ;
- A tous les usages, par des entités publiques ou privées : c'est une autorisation plus générale qui intègre les usages commerciaux, à la condition d'un accès licite mais aussi que le titulaire de droits n'ait pas exprimé son droit d'opposition (*opt out*).

Le contexte de la démocratisation des IA génératives a fragilisé l'équilibre trouvé par la directive à l'époque. En effet, cette exception a été imaginée alors que l'on ignorait encore l'existence des grands modèles de langage et donc leurs conséquences sur la chaîne de valeur. Certains contestent alors l'application du cadre de la fouille de textes et de données aux IA génératives dans le sens où ces mécanismes ne sont pas adaptés au contexte de l'exploitation massive de données par les grands modèles de langages. Ce qui fait que la rémunération des éditeurs est devenue un enjeu central dans

²⁰ Conseil supérieur de la propriété littéraire et artistique, [Mission intelligence artificielle et culture, Rapport final](#), 27 janvier 2020

le développement des IA génératives, à l'heure où l'espace informationnel évolue par les effets de la démocratisation de ces technologies.

2. La relative efficacité des droits voisins pour proposer un cadre de négociation équitable

A. Des accords bilatéraux qui tendent à la fermeture

Depuis la démocratisation des IA génératives, nous avons assisté à une multitude de réactions du monde de la presse et des médias, qui dénoncent un pillage de leurs ressources. Face à cette situation, **les éditeurs ont en général intuitivement adopté des mesures de protection de leurs ressources, qui souvent se traduisent par des stratégies de repli sur soi et de fermeture.** Reddit a par exemple fermé l'accès de son API, alors même que son ouverture faisait partie de son ADN²¹, ainsi que le New York Times. Les éditeurs sont alors amenés à négocier des accords bilatéraux avec les plateformes, comme par exemple le groupe Axel Springer²² ou encore Le Monde avec Open AI²³ pour débloquer la situation. Ces accords emportent de nombreux questionnements, notamment sur les engagements exclusifs ou non qu'ils contiennent ou encore sur le réalisme des montants accordés. Ces accords prévoient alors la possibilité de partager avec l'entreprise des données non pas pour l'entraînement ou l'affinage des modèles de langue (LLM) qui fondent les outils d'IA mais pour enrichir ceux-ci en leur permettant d'aller puiser des contenus chauds auprès des médias concernés lors des requêtes des utilisateurs. Ce dispositif est appelé "système RAG". Ainsi, les réponses se trouvent complétées avec des sources et des liens vers les éditeurs signataires. En contrepartie de cet accès aux contenus médiatiques, les médias parties à l'accord bénéficient quant à eux d'un accès aux technologies d'OpenAI pour améliorer le fonctionnement de leurs rédactions.

Plus offensivement, **des éditeurs mais aussi des acteurs de la culture vont introduire des actions en justice pour essayer de forcer les fournisseurs d'IA à ouvrir leur base d'entraînement et demander une rémunération.** Par exemple, le New York Times a engagé des poursuites contre OpenAI, créateur de ChatGPT²⁴. En effet, le logiciel est accusé d'utiliser les données du journal sans autorisation pour entraîner son modèle de langage. Au titre de ses droits d'auteur, le journal conteste cette utilisation et réclame une compensation. Le New York Times argue par ailleurs que Microsoft et OpenAI « *ont donné aux contenus du Times une importance particulière dans la construction de leur modèle d'apprentissage, soulignant une préférence qui reconnaît la valeur de ce travail* ». Par-delà la perspective individuelle du procès, ce positionnement soulève tout l'enjeu de la captation de la valeur des contenus en ligne au bénéfice d'une seule entreprise, et aussi de l'identification de la valeur des contenus de l'information par rapport aux autres contenus.

D'autres éditeurs font le choix d'utiliser leur droit d'opposition (*opt out*) et donc de bloquer l'accès à leurs contenus. Cependant, l'efficacité de cet *opt out* est remise en question. Alexandra Bensamoun, professeure en droit, souligne les défis liés à la mise en œuvre de l'*opt out* dans un contexte où il existe un manque total de transparence quant aux données utilisées par les bases d'entraînement. Elle interroge également la faisabilité technique de l'application de ce droit à l'échelle d'Internet tout entier.²⁵ « *En outre, la technicité de la démarche – l'opt-out devant, selon le texte, être « lisible par machine » – et sa faisabilité à l'échelle individuelle inquiètent, d'autant que son efficacité est variable en fonction des techniques utilisées. Plus encore, de nombreuses questions restent en suspens : faut-il exercer l'opposition sur un contenu ou sur tous les contenus reproduits en ligne ? En pratique, la*

²¹ SHAKIR Umar, [Reddit's upcoming API changes will make AI companies pony up](#), *The Verge*, April 19, 2023

²² Reuters, [Le groupe de presse Axel Springer s'associe avec OpenAI et son outil ChatGPT](#), *Challenges*, 13 décembre 2023

²³ DREYFUS Louis, [Intelligence artificielle : un accord de partenariat entre « Le Monde » et OpenAI](#), *Le Monde*, 13 mars 2024

²⁴ GRYNBAUM Michael M., MAC Ryan, [The Times Sues OpenAI and Microsoft Over A.I. Use of Copyrighted Work](#), *The New York Times*, December 27, 2023

²⁵ Sénat, [Table ronde « Le droit d'auteur au défi de l'intelligence artificielle »](#), *Commission de la culture*, 20 décembre 2023

multiplicité des cessions (qui est le principe même de l'exclusivité accordée) rend illusoire une opposition efficace »²⁶.

B. Des effets préoccupants sur le pluralisme des médias et la qualité de l'information

Au-delà des enjeux stratégiques, certains expriment leur inquiétude quant aux répercussions potentielles de ces accords bilatéraux sur le pluralisme médiatique et la qualité de l'information. L'un des principaux risques associés à l'activation de l'*opt-out* est la réduction **de la diversité des points de vue dans les réponses fournies par les IA génératives, en raison de l'absence de contenus de presse dans leurs bases d'entraînement**. Cela pourrait également entraîner un appauvrissement de la représentation de la culture européenne face à la concurrence des outils et des contenus étrangers, en particulier ceux d'origine américaine. *« Il en résulte que l'accès aux ressources numériques est verrouillé ou gelé par crainte de captation, au détriment de la possibilité de bénéficier de services fondés sur des données françaises ou européennes, et donc de notre culture. »²⁷* Un autre effet néfaste pour l'espace numérique informationnel de ces accords bilatéraux est qu'ils vont mécaniquement entraîner **une mise en avant des contenus des médias avec lesquelles elles ont signé des accords, donc les plus grands groupes, et invisibiliser les plus petits**²⁸.

Ces conséquences regrettables doivent nécessairement être prises en compte dans toute réflexion sur la répartition de la valeur, afin d'éviter que ce ne soit le citoyen qui en pâtisse en bout de chaîne. Cette vision individualiste de la résolution des conflits n'empêche alors aucun redressement global de la situation, poussant chacun à chercher la compensation de l'utilisation de ses données sans intégrer l'envergure collective du problème.

3. La mise en place d'un cadre de confiance d'évaluation de la valeur des contenus

Si les droits voisins ont été une étape indispensable pour consacrer la protection des contenus des éditeurs dans leur diffusion sur les plateformes, ce cadre montre ses limites pour rétablir une situation équilibrée dans le partage de la valeur. Le rapport de force est toujours en la faveur des plateformes numériques, qui peuvent renoncer à diffuser les contenus des médias s'ils ne tombent pas sur un terrain d'entente avec les éditeurs. Pour le GESTE, les différentes réactions des éditeurs lors de l'arrivée de l'IA générative sont compréhensibles étant donné l'urgence et l'inexistence d'alternatives au cadre de négociation issu des droits voisins, mais pas satisfaisantes voire problématiques : *« Cela représente une source de revenus immédiate et temporaire pour les médias, qui font face à une pression économique urgente (y/c du fait de la concurrence directe des fournisseurs d'IA générative...) et ne peuvent pas toujours se permettre de refuser les rémunérations proposées par ces acteurs, même si elles ne sont pas objectivées. »²⁹.*

Pour le Conseil national du numérique, *« cette situation tient notamment au fait qu'il demeure en réalité très difficile d'établir la valeur des informations exploitées par les services d'intelligences artificielles et en particulier par les grands modèles de langage »³⁰* L'essor des IA génératives et les contestations qui l'accompagnent rappellent que nous n'avons une idée que très vague d'où se situe la valeur. Seuls les acteurs économiques dominants possèdent cette analyse, ou du moins une approche de celle-ci, empêchant les éditeurs à négocier dans des conditions équitables.

Pour sortir de cette situation, plusieurs acteurs, comme le GESTE et le Conseil national du numérique, recommandent de créer une plateforme de confiance chargée de fournir des

²⁶ BENSAMOUN Alexandra, [To be or not to be...transparent - Pour un principe matriciel de transparence dans l'environnement numérique](#), *Revue Dalloz IP/IT et Communication*, 3 décembre 2023

²⁷ Conseil national du numérique, [Cultiver la richesse des réseaux](#), 7 février 2024

²⁸ HAGEY Keach, [News Publishers See Google's AI Search Tool as a Traffic-Destroying Nightmare](#), *The Wall Street Journal*, December 14, 2023

²⁹ Le GESTE, IA générative. Analyse des enjeux et perspectives pour les médias en ligne, *Contribution aux EGI*, 17 janvier 2024

³⁰ Conseil national du numérique, [Cultiver la richesse des réseaux](#), 7 février 2024

informations sur la valeur générée et d'évaluer l'importance relative de l'information, de sa qualité et de sa diversité, tout en développant des outils, en établissant des métriques, etc. Cette plateforme permettra de réunir les conditions pour comprendre les modèles économiques à l'œuvre, les modalités de création de la valeur et générer un cadre de confiance nécessaire pour partager équitablement la valeur, tout en saisissant les opportunités que peuvent offrir les IA génératives pour l'espace numérique informationnel. Cette plateforme rétablira un cadre équitable de négociation en permettant à tous d'avoir le même niveau de connaissance et d'appréciation de la valeur générée par chaque type de contenus. Pour protéger et monnayer leurs droits, les éditeurs pourront alors s'appuyer sur *“des analyses économiques et sociétales sectorielles impartiales, opposables aux fournisseurs de solution et validées dans une certaine mesure par les pouvoirs publics afin que leur remise en cause soit rendue difficile par les fournisseurs d'IA générative.”*³¹

Pour mener une analyse complète, **cette plateforme doit servir d'espace où se réunissent tous les acteurs de la chaîne de la valeur (éditeurs, plateformes, acteurs de l'IA générative) mais aussi les chercheurs pour configurer un dialogue apaisé et éclairé autour du partage de la valeur.** Sur la base de ces propositions, il s'agirait de penser la création d'une institution indépendante chargée à la fois de réaliser des études statistiques objectives aux acteurs sur la création de valeur par chacun, permettant d'éclairer la régulation et le partage de la valeur et de maintenir un *data safe*, soit un acteur tiers chargé de contrôler l'accès aux données qui servirait d'intermédiaire entre les éditeurs de presse et les fournisseurs d'IA générative dans la négociation de la rémunération de l'utilisation des bases de donnée.

³¹ Le GESTE, IA générative. Analyse des enjeux et perspectives pour les médias en ligne, *Contribution aux EGI*, 17 janvier 2024.